

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 7 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **E - F - F - I - C - A - C - I - T - E ?!**
- 2) **Le VRP Macron**
- 3) **Il "dézingue" Bercy**
- 4) **Zut alors !**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Quel est le sens de "l'efficacité" tant prônée par le gouvernement ?



Gilles Campagnolo. (Crédits : DR)

Le gouvernement n'a de cesse de justifier son programme de réformes par un discours qui met l'efficacité au premier plan. Or l'analyse de cette notion est riche d'enseignements sur la façon dont Emmanuel Macron et son gouvernement entendent mener leur politique. Par Gilles Campagnolo, directeur de recherches au CNRS (1).

« Il y a des mesures du goût des hommes ou des femmes de droite, il y a des mesures qui plairont à des hommes ou des femmes de gauche, ce qui m'intéresse c'est qu'elles soient efficaces » : Edouard Philippe, Premier ministre, sur France Inter, dimanche midi le 03 septembre 2017 - le même conclut par la déclaration pleine d'allant : « Mon objectif, c'est de faire en sorte que ça marche ! ».

Le moyen expéditif des ordonnances

À force d'avoir observé durant des décennies (le Premier ministre rappelait ainsi les chiffres d'un budget en point si mauvais état en 1988, alors qu'il avait lui-même alors dix-huit ans) l'échec des réformes causé par l'inefficacité de leur formulation comme de leur déploiement, le besoin de cette même efficacité se fait sentir au point de tout emporter avec lui : il convainc ainsi de recourir au moyen expéditif des ordonnances.

Pendant ces mêmes décennies (et des gouvernements successifs de droite ou de gauche) de multiples jeux parlementaires ralentirent le passage des lois, en quelque sens que ce fût, et il est notoire que les décrets d'application se font attendre du fait d'instances multiples et d'une lenteur qui n'est pas toujours exempte d'incurie.

Les ordonnances court-circuitant le processus sont conditionnées à une loi d'habilitation que seule une majorité parlementaire confortable et la légitimité du président, clef de voûte des institutions permettent. Toujours au nom de l'efficacité enfin réalisée.

Tout cela « marche », les conditions étant réunies, au moins en apparence et même s'il convient d'oublier pour cela d'une part, quel pourcentage réel de citoyens donna en « premier

choix » l'élu de la nation et, d'autre part, quel effet d'entraînement l'enchaînement des élections présidentielle et législative suscite presque automatiquement.

Le domaine par excellence de l'économiste

Place donc à l'efficacité. Or c'est le domaine par excellence de l'économiste qui l'évalue, la modélise, la calcule, l'ajuste. L'efficacité consiste en effet à ajuster au meilleur coût les moyens aux fins. L'économiste ne se prononçant pas - ou faisant mine de ne pas se prononcer sur ces dernières ni sur les positions partisans qui les légitimeraient : les valeurs sont d'un autre ordre. De fait, les mesures concernant le travail sont-elles connotées d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique ? Elles sont au-delà, ou en deçà (selon l'image qui plaira) de ce positionnement, elles sont tout en même temps, selon les exemples qu'on prend, à condition de « marcher ». Si pour les uns, elles penchent sans doute d'un autre côté que le leur, il est facile de se mettre à la place de l'autre et de changer les rôles. Le gouvernement aujourd'hui (combien de fois l'a-t-on dit ?) est, à la différence des gouvernements précédents, de part et d'autre « en même temps ». Implicite et décisif est en revanche le fait que les mesures sont telles que des économistes soucieux d'efficacité pourraient les vouloir. Ils les ont d'ailleurs élaborées, et l'esprit qui imprègne la science « standard » de l'économie est suffisamment diffusé pour que « ceux qui savent » dans les ministères les adoptent désormais spontanément.

Or ces mesures- gageons-le sans grand risque - préparent à une série plus large et systématique de changements dans la vie socio-économique française. Le souci des ministres, et du premier d'entre eux, est qu'en somme « cette fois », « ça marche ». La question est de rendre les choses efficaces.

Demandons alors : qu'a donc de si particulier l'efficacité ?

Sans doute avant tout le point suivant : en émettant des jugements sur l'efficacité et en prenant des mesures efficaces, on se dégage ou du moins on évite de s'engager dans la discussion des valeurs. Qu'elles soient morales, éthiques, voire politiques, elles relèvent d'un ordre dont le tenant de l'efficacité s'empresse de s'exempter. Il ne se prononce pas là-dessus. L'efficacité fonctionne

alors comme un principe normatif qui permet de s'abstenir de prendre parti ; la garantie de l'efficacité est la garantie de l'absence d'engagement. L'efficacité prescrit seulement en normant la discussion selon la conformation avec « ce qui marche » - dans tous les sens du terme. Ou ce qui est censé marcher. Les fins disparaissant (sauf la fin générale qui veut « que ça marche ») au profit des moyens (justement on sélectionne strictement « ce qui marche »), l'efficacité permet l'alchimie de substituer le moyen à la fin en toute circonstance et en toute bonne conscience.

Or l'efficacité a des définitions économiques, dont l'une, des plus répandues, se nomme « efficacité au sens de Pareto » (du nom du sociologue et économiste italien Vilfredo Pareto qui succéda, au début du 20^e siècle, à la chaire d'économie de l'université de Lausanne, à Léon Walras, le père de la théorie dite de l'équilibre général, base de la plus grande part du courant économique « standard » durant le siècle. L'efficacité se définit là comme suit (en simplifiant tout en restant exact) : est efficace toute mesure qui améliore le sort ne serait-ce que d'un seul sans nuire au sort d'aucun autre. Cette approche utilitariste ne se heurte que de biais à l'impossibilité d'effectuer des comparaisons interpersonnelles car la notion d'efficacité demeure pour autant que le sort de chacun est mesurable - serait-ce par son propre jugement même (subjectivement) tandis qu'en pratique les gains des uns et des autres servent de mesure habituelle (et commode, quel que soit son statut épistémique).

Peut-on contenter tout le monde ?

Pour autant, l'innocuité apparente que promet de l'efficacité « au sens de Pareto » : puisqu'il s'agit de ne léser personne tout en améliorant le sort de certains, peut-elle contenter tout le monde ? Il existe des exemples classiques de contestation, souvent en forme de paradoxe, du critère dit d'efficacité - le terme français originel revenant après un passage par l' « efficiency » anglaise. Mais c'est surtout pour les tenants de théories économiques fondées sur l'idée d'un partage (c'est-à-dire toujours, d'une dispute autour) des profits générés par les activités économiques que le doute est grand. Si, en termes simples, l'un ne gagne que ce que perd l'autre (dans une théorie de type mercantiliste, marxiste - version simplifiée - voire keynésienne - encore plus simplifiée, au point de peu correspondre à sa dénomination d'origine), la redistribution sur une base finie se

traduit par une remise en cause au moins partielle des places des perdants et des gagnants à chaque changement de règles du jeu. Sans doute parce que l'agent économique est encore plus réticent devant l'incertitude (« risk-adverse ») qu'à l'acceptation d'une répartition qu'il connaît déjà, s'il peut cependant la juger biaisée à son détriment, ce même agent hésitera devant la réforme. Il ne l' « aimera » pas, en tous cas, si là est d'ailleurs la question.

En d'autres termes : un agent, même non-favorisé (et surtout s'il se juge lui-même tel) sait au moins ce qu'il perd en l'état des choses ; il peut s'attendre très naturellement à pire. Espérer mieux est naturel, mais risqué, et le poids du risque joue dans nombre de théories de la décision pour expliquer les comportements qui en résultent. Or, si des mesures sont efficaces « au sens de Pareto », il ne devrait pas avoir cette crainte, qui prend un caractère irrationnel, qu'il devient alors aisé de dénoncer. De sorte que la prise de parole se réclamera à son tour de l'efficacité (des mesures) pour être efficace (dans la conviction qu'elle doit emporter). Sur le conseil d'économistes cohérents, un gouvernement prend des mesures auxquelles il appelle à croire à ce titre, et non à quelque autre : foin de toute déclaration « idéologique ».

L'orthodoxie règne par l'évidence d'un sens commun

La conséquence de l'usage de l'argument de l'efficacité est de rendre toute réclamation malvenue - et il en est ainsi dès que les récriminations ne peuvent consister qu'à refuser en apparence cela même qui ne se conteste pas : l'efficacité qui ne nuit à personne lors même qu'elle bénéficie à quelques-uns. Incidemment, c'est notamment pourquoi, hors même les raisons dues au développement de la pensée économique dans l'histoire, les théories économistes citées (mercantiliste, marxiste simplifiée, voire keynésienne encore plus simplifiée) apparaissent « hétérodoxes ». L'orthodoxie règne par l'évidence d'un sens commun que garantit la notion d'efficacité, notamment lorsque l'accroissement des parts à distribuer joue au fur et à mesure dans le sens du jeu le plus efficace. Il convient de marquer des points comme dans l'activité ludique telle qu'elle se pratique en masse aujourd'hui. Loin des débats sempiternels sur des questions complexes. Il suffit qu'un seul assume la pensée complexe : en s'en déchargeant sur lui, le promoteur de l'efficacité restreint son champ d'exercice mais s'y rend tout-puissant car

indélogeable : au nom de quoi contester qui prend toute la peine possible dans le simple but d'être (enfin) efficace ?

Dans la part non-interrogée de cette confiance dans l' « efficacité », prise pour une panacée en raison de sa particularité fondamentale : éviter les questions, loge la raison ultime des mesures qui commencent d'être prises - et ce n'est en cela que le début d'une période qu'on dit « nouvelle », et qui le sera à plus d'un titre (simplement, pas forcément au titre que l'on croit et que l'on peut anticiper).

Des "discussions" plutôt que des "négociations"

Certes - et donc (voire peut-être afin d'éviter de potentielles critiques) -, la méthode « efficace » accède de bonne grâce à l'insertion d'une forte dose de « discussion » (mais pas de « négociations », le terme explicitement rejeté est parlant) : c'est même la manière de tenir la conversation qui manifeste le mieux sans doute les attendus implicites de la louange de l'efficacité. Ainsi la réduction des débats parlementaires, remplacés par une concertation en petits groupes distincts - où l'un des interlocuteurs étant toujours le même, il se rend naturellement facilement maître du jeu ; le refus de communiquer des textes - ils passeraient alors entre les mains de spécialistes qui les disséqueraient dans les différentes instances aux prises, mais au risque d'entraîner des arguties sans fin ; l'écoute est d'autant plus bienveillante qu'elle n'engage à rien. La représentation politique nationale étant donc en partie au moins court-circuitée, la représentation socio-économique étant par nature dispersée, les mesures proposées donnant aux uns et aux autres à boire et à manger, pour ainsi dire, la modalité de la discussion efficace est de se contenter de ces ersatz de débats (notamment au regard des rapports de force de la représentation syndicale, ceux dont le pré carré est le moins touché sachant se tenir sur la réserve). L'argument de l'efficacité place tout un chacun dans un rôle : comme si ne pas voir les ficelles qu'on tire se justifiait de soi au nom d'une efficacité depuis longtemps désirée. Qui, encore une fois, a ceci de particulier de permettre d'éviter les questionnements.

Au philosophe, le soit-il de l'économie (précisément et par excellence) de poser alors les questions: l'efficacité comme principe normatif permettant de s'abstenir de prendre parti laisserait-elle une confusion s'installer « en même temps » ? Ne peut-on pas courir un risque à vouloir/avoir trop d'efficacité ? Or personne n'hésitera à minimiser les risques après avoir connu de longues périodes d'inefficacité quasiment chronique. Nous ne tenons pas que l'efficacité soit un « mythe », ce dénigrement est une position trop facile à adopter en apparence seulement, mais nous demandons que les jugements d'efficacité soient à leur tour questionnés. Car ils sont conditionnés, et d'abord à leurs objectifs : lorsque ces derniers sont assez généraux pour autoriser maintes interprétations (et que dire de « que ça marche » ?), sont-ils alors toujours souhaitables ? Et si les jugements émis (et les mesures prises) au nom de l' « efficacité » viennent à réclamer de sacrifier des intérêts ou des valeurs (morales notamment) appréciés ou chéris - comme l'équité ou l'égalité, dans certains cas, comme la liberté dans d'autres (et parfois dans les mêmes) ?

L'argument d'efficacité évite ces questions seulement parce qu'il croit pouvoir se passer de tout historique. Au nom de l'efficacité, on entend se décharger de la complexité, par exemple en séparant les instances chargées de l'une ou de l'autre : la pensée complexe est historique, pas la pensée « efficace ». Les mesures qui se réclament de la seconde sont-elles dédouanées d'avoir à prendre en compte la première ?

(1) Gilles Campagnolo a dirigé de 2013 à 2016 pour l'Union européenne le réseau LIBEAC (« Liberalism In Between Europe And China ») et le volume collectif paru en 2016 : Liberalism and Chinese Economic Development : Perspectives from Europe and Asia (London & New York: Routledge, « Frontiers in the World Economy »). Directeur de recherches au CNRS (Groupe de recherche en économie quantitative d'Aix-Marseille), il est fréquemment invité pour son expertise au Japon, en Chine, en Corée du Sud. Il publie dans diverses revues internationales, notamment sur les sources des théories économiques (libéralisation, modernisation), leurs soubassements philosophiques et leur transfert entre mondes occidental et extrême-oriental. Il a récemment donné un grand entretien à La Tribune (22 février 2017).



II) Sa majesté Macron ou le paradoxe de l'immaturation

Par christian salmon

Si la fonction présidentielle n'est plus crédible, c'est que nous sommes passés de la souveraineté à la gouvernance, de l'État-nation à l'État start-up, et du père de la nation au manager agile. Macron est le coursier et le représentant historique de cette mutation. Même s'il rêve de retrouver « le double corps du roi ».

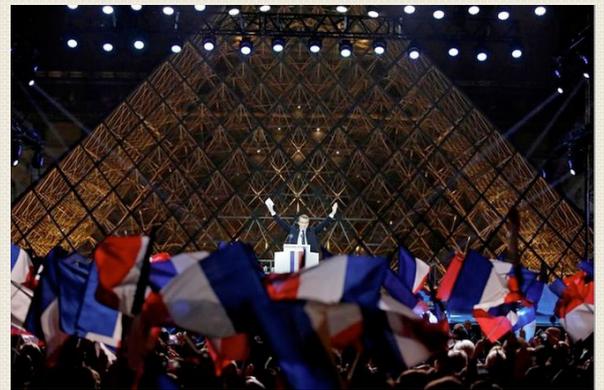
Que l'exercice du pouvoir soit une expérience décevante par nature, il n'y a pas lieu de s'en plaindre ni de s'en étonner tant qu'il s'agit pour le nouvel élu de faire l'épreuve du réel, de mesurer l'étroitesse des marges de manœuvre dont il dispose, de faire face à la déception inévitable de ceux qui vous ont soutenu et à l'hostilité de ceux que vous avez battus. Depuis la crise de 2008, cette décote des illusions au contact du réel s'est aggravée. Tous les gouvernements occidentaux font face à un effondrement de leur crédibilité. En France, la Constitution de la Ve République protège le président de ce discrédit en lui assurant ce que l'opinion lui refuse : les moyens de gouverner dans la durée. Alors qu'importent les états d'âme de l'opinion, les présidents prennent la pose devant l'Histoire qui à n'en pas douter leur rendra justice. Dans l'immédiat, l'important est d'assurer leur réélection et pour cela rester en campagne pendant la durée de leur mandat.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la chute de popularité d'Emmanuel Macron ; non pour la relativiser, mais pour comprendre ce qu'il y a d'inédit dans ce désaveu de l'opinion d'une ampleur sans précédent sous la Ve République.

Il y a bien sûr de nombreuses raisons conjoncturelles à cet effondrement. Une politique ancrée trop à droite, brutale pour les plus démunis et complaisante avec les plus riches ; des relations tendues avec les médias ; le conflit avec le chef d'état-major des armées ; l'absence de relais politique... Le mécontentement se manifesterait

aussi bien chez les salariés fragilisés par la nouvelle refonte du code du travail, les fonctionnaires frappés par des mesures considérées comme vexatoires – tel le gel du point d'indice – et les retraités inquiets par la hausse annoncée de la CSG (lire l'article de François Bonnet).

Cependant, toutes ces raisons politiques, économiques et médiatiques ne suffisent pas à expliquer un discrédit impressionnant par son ampleur et surtout par sa soudaineté, qu'aucun président avant Emmanuel Macron n'avait subi à peine élu (une vingtaine de points entre juin et fin août). L'érosion de sa popularité s'est avérée encore plus rapide que celle de Sarkozy et de Hollande, si soudaine qu'on peut dire qu'elle n'a pas résisté à son élection. C'est sans doute la clef du malentendu, né le soir même de l'élection, entre la lecture médiatique de l'événement et son retentissement réel dans le pays.



Au Louvre, après la victoire présidentielle. © Christian Hartmann / Reuters

Alors que les médias s'enivraient au spectacle de la performance d'Emmanuel Macron devant la pyramide du Louvre, il n'est pas sûr que cette autoglorification présidentielle ait été du goût des trois quarts d'électeurs qui n'avaient pas voté pour lui au premier tour. Cette surenchère dans l'héroïsation du nouveau président fut perçue sans doute comme prématurée et en déphasage avec la lucidité de nombreux électeurs, qui savent qu'on ne peut plus attendre du pouvoir de grands changements. La suite confirma l'impression de malaise. Le Congrès réuni à Versailles, l'accueil en grande pompe de Poutine, la réception de Trump le 14 Juillet, creusèrent le fossé entre l'élite macronienne et le pays. On voit bien l'effet recherché : conquérir au contact des "Grands" l'aura d'un chef d'État, mais l'aura comme le charisme ne se fabrique ni ne se transmettent par contagion. Et il n'est pas sûr que le magnétisme de Trump soit suffisant pour «

devenir grand » parmi les grands. Un hiatus est apparu très vite entre l'image que cherchait à se donner le nouveau président et la conscience qu'ont les électeurs de l'affaiblissement de l'État. Ce que la polémique sur les frais de maquillage d'Emmanuel Macron révèle peut-être ironiquement : le pouvoir n'est guère perçu que comme un masque.

Ce président élu pour sa jeunesse, et parce qu'il offrait l'espoir d'un renouvellement de la vie politique, est paré au bout de quelques semaines de tous les défauts de la vieille politique. Voilà un homme qui voulait rompre avec les dérives opposées des deux derniers quinquennats : Sarkozy ne « faisait » pas président mais jet-setteur, transgressif, brouillon ; Hollande, prenant le contrepied, se drapa dans une immobilité de momie, normal jusqu'à en devenir banal. Les deux loupèrent leur « incarnation » si l'on en croit les gazettes. Ils furent expulsés du « loft » présidentiel. On ne les rappela même pas en deuxième semaine. Ni l'un ni l'autre n'ont réussi à accéder à la dimension supra individuelle qui fait le souverain.

« La double dimension du corps du roi »

Emmanuel Macron, qui a pu observer François Hollande jour après jour de 2012 à 2014, a bien compris cette crise de l'autorité de l'État et il n'a pas ménagé ses efforts pour recharger la vieille symbolique monarchique avec ses rituels et tenter de redonner à la fonction présidentielle son lustre d'antan. Contrairement à ses prédécesseurs, Macron a compris qu'il ne s'agissait pas seulement de « faire président », mais de réajuster tout le dispositif de représentation du pouvoir. De la pyramide du Louvre au Congrès de Versailles, on assiste à cette aspiration vers le haut un peu naïve, à cette quête donquichottesque de verticalité dont la présidence jupitérienne est la métaphore maladroite. Que ses efforts soient couronnés de succès, rien n'est moins sûr, mais il faut situer l'entreprise de réhabilitation à sa juste place si l'on veut comprendre son échec ou les résistances qu'elle rencontre.

« Vous savez bien que le président, qui a plusieurs corps, est constitutionnellement le garant des institutions, de la dignité de la vie publique. Or, cette responsabilité symbolique ne relève ni de la technique ni de l'action, elle est d'ordre littéraire et philosophique. [...] » Macron a cru trouver le sésame de l'incarnation dans cette « double dimension du corps du roi » qu'il doit sans doute à une lecture un peu rapide du livre célèbre

d'Ernst Kantorowicz. Qu'en est-il exactement ?

Depuis la théorie des deux corps du roi de Kantorowicz, nous savons que la stylistique royale (ce qu'on appellerait aujourd'hui communication) doit exprimer le caractère paradoxal de la double nature du corps du roi, à la fois humain et suprahumain, mortel et représentant la continuité du royaume, garant de son immortalité. Ce double caractère inspirait toute une stylisation de la personne du roi, ses vêtements, ses insignes, et se manifestait dans des rituels d'apparition et des cérémonies. Kantorowicz fait ainsi remonter la matrice idéologique de l'État moderne à la théologie politique médiévale selon laquelle le royaume est un organe unique dont le corps du roi est la tête. Macron a oublié sans doute de lire ce qu'en pensait Kantorowicz : « C'est dans ces eaux saumâtres, il faut le dire, que le nouveau mysticisme étatique trouva son fondement et son lieu de résidence. »

Louis Marin dans *Le Portrait du roi* a prolongé l'enquête d'Ernst Kantorowicz et s'est interrogé sur ce mystère de la « transsubstantiation d'un individu en monarque » à partir du cas de Louis XIV. En interrogeant des objets ou des discours comme l'histoire officielle ou son éloge, la médaille du prince, son palais, ses divertissements, le modèle théologique du corps eucharistique, il s'enquiert de la manière dont s'institue le fantasme d'un corps unique du roi et d'un pouvoir illimité qu'incarnait au travers d'un dispositif de représentation l'histoire officielle. Toute la réflexion politique sur les origines de l'État, de Machiavel à Hobbes et à Clausewitz, tourne autour de ce problème de l'usage absolu de la force. Si la force doit pouvoir s'exercer, elle doit être aussi mise en réserve, retenue. Cette retenue s'effectue par une mise à distance, une représentation. La force doit donc s'afficher, se représenter, pour ne pas avoir à s'exercer. C'est la fonction de la symbolique royale, de ses insignes et de sa monnaie, de ses récits et de sa peinture : implanter partout, dans ses signes, l'évidence palpable de la puissance du roi. Pas de pouvoir absolu sans un dispositif de représentation. Mais pas de représentation crédible sans un pouvoir réel sur les choses, c'est-à-dire une souveraineté de l'État. « Représentation et pouvoir sont de même nature. »

L'hypothèse de Louis Marin, appliquée à la situation actuelle de l'État, nous permet de comprendre en quoi la mondialisation néolibérale

a porté atteinte à tout l'échafaudage de la souveraineté : non seulement dans la dimension effective du pouvoir et de son exercice (l'espace de la souveraineté), mais aussi dans sa dimension symbolique.



© Reuters

L'assèchement de la symbolique de l'État – la désacralisation et la perte d'aura de ses représentants – est une tendance que la révolution des technologies de l'information et de la communication a aggravée, achevant par le bas un processus de désacralisation entamé par le haut.

Avec les médias de masse, l'homo politicus a perdu ce double caractère qu'Ernst Kantorowicz attribuait au corps du roi et qu'il a conservé au-delà de la Révolution française : son corps humain et sa dimension suprahumaine. Déshumanisé et désacralisé à la fois.

Dans son interview au Point, Emmanuel Macron n'hésite pas à se revendiquer du pouvoir absolu d'un Louis XIV « qui avait structuré un pouvoir central assis sur une monarchie absolue parfaitement décrite par Saint-Simon : la société de cour ». La Ve République a été pensée par le général de Gaulle comme une monarchie républicaine pour trancher « une querelle vieille de 169 ans ». « Par la Constitution de 1958, le président de la République n'est pas seulement un acteur de la vie politique, il en est la clé de voûte. En architecture, quand la clé de voûte est mal positionnée, tout s'effondre. »

De la souveraineté à la gouvernance

Macron ne ménage pas ses efforts pour retrouver, sous l'étoffe présidentielle un peu froissée que lui a laissée François Hollande, ce deuxième corps du roi sans lequel il n'y a pas d'autorité réelle. Mais l'incarnation n'est pas une question de posture, ni même de mise en scène. C'est un dispositif de

représentation adossé à une puissance d'agir.

Ce ne sont pas seulement ses prédécesseurs qui sont la cause du discrédit qui frappe la fonction présidentielle. Si l'on cherche depuis Mitterrand l'oiseau rare capable de se hisser au niveau de la plus haute charge, ce n'est pas seulement la faute du personnel politique, c'est la fonction présidentielle qui, perdant son rôle historique et ses attributions, apparaît vide de sens et dévaluée. Elle souffre d'un défaut de synchronisation entre le bas régime de l'État et son dispositif de représentation qui tourne à vide. Le mal de souveraineté. La crise de la souveraineté des États a asséché le terrain symbolique sur lequel s'édifie leur crédibilité, c'est-à-dire le crédit de la signature de l'État, de sa légitimité à exercer le pouvoir. Il n'appartient pas à un homme aussi doué soit-il de rétablir par pur volontarisme cette dimension symbolique.

Cela est d'autant plus pathétique chez Emmanuel Macron qu'il s'efforce de le faire au nom du néolibéralisme, celui qui, justement, met fin un peu partout à l'exercice du pouvoir proprement politique. Emmanuel Macron cherche à revitaliser la fonction présidentielle en appliquant la politique néolibérale qui la désarme et qui remet en question le contrat social sur lequel elle repose. C'est le nœud gordien du macronisme. Il cherche à crédibiliser l'action politique en lui donnant comme fin sa propre extinction.

Si la fonction présidentielle n'est plus crédible, c'est que nous sommes passés de la souveraineté à la gouvernance, de l'État-nation à l'État start-up, et du père de la nation au manager agile. Emmanuel Macron est le coursier et le représentant historique de cette mutation. Une fois élu, il a voulu habiter la fonction, incarner une autorité, exercer le pouvoir en majesté. Il a ainsi créé une contradiction entre les idéaux types d'une gouvernance moderne : mobilité, agilité, vitesse et les formes de gouvernement propres à la Ve République. Il y a un vice de forme que l'opinion ressent intuitivement. Partout l'hégémonie néolibérale s'impose à la politique, et la gouvernance à l'autorité. Le manager s'est mué en monarque, le leadership en autoritarisme, l'intelligence en arrogance, la jeunesse en immaturité... Macron veut rétablir la sacralité de la fonction au nom de la gouvernance, l'autorité au nom du consensus. Il veut la gouvernance et la souveraineté. L'hégémonie horizontale et la sacralité verticale. Il voudrait réconcilier de Gaulle et Xavier Niel, l'ethos de l'homme d'État dans les habits du manager. L'uniforme du militaire sous la dégaine du start-upper. Le

général de Villiers ne s'y est pas trompé.



Emmanuel Macron et Pierre de Villiers © Reuters

Macron n'a pas réussi à recrédibiliser la fonction présidentielle, il en a au contraire révélé tous les défauts et le caractère désuet. Ce ne sont pas des erreurs de communication, c'est une faille dans le dispositif de représentation.

Prince paradoxal ou contrarié, Macron veut gouverner en grand, il cherche à créer l'illusion de la souveraineté alors qu'il ne détient qu'une souveraineté étouffée par le corset des règlements européens et placée sous la tutelle des marchés et des agences de notation. Reconnaissons-lui au moins une forme d'idéalisme ou de naïveté : plutôt que de gagner des millions dans une banque d'affaires, Emmanuel Macron a choisi de se consacrer à une cause perdue, l'idée d'un pouvoir proprement politique, dans une scène politique dont il a précipité la décomposition. S'il a choisi de faire de la politique plutôt que des affaires, c'est sans doute aussi par ambition. Une ambition épique. Un désir de roman. On connaît la formule de Victor Hugo enfant : Chateaubriand ou rien. Mais la littérature ne sourit pas aux impatients. Ce sera président ou rien ! « Être candidat à la présidence, c'est avoir un regard et un style. Aussi vrai qu'un écrivain a un regard et un style. Mon regard est tourné vers là où je veux emmener les Français. »

Un idéalisme sans doute déplacé qui consiste à vouloir écrire sa propre légende, devenir le narrateur de soi. Et comment le faire sans tenter d'héroïser une fonction présidentielle qui, tout en restant confiscatoire et abusive dans le périmètre restreint de ses attributions et tyrannique sur les hommes, a perdu tout pouvoir sur les choses. Comment comprendre en effet ces nombreuses déclarations sur la magie, les mythes, son attention presque obsessionnelle à la mise en scène du pouvoir, cette volonté farouche et presque infantile de construire son propre charisme et d'acquérir son ascendant par ses propres moyens comme on s'achète une

conduite... Emmanuel Macron a cette croyance un peu naïve des enfants, cette illusion de toute-puissance qui lui permettrait en vertu de ses qualités et de sa volonté de créer cette alchimie : « Comment se construit le pouvoir charismatique ? C'est un mélange de choses sensibles et de choses intellectuelles. »

Comment héroïser une fonction politique dévaluée et privée de moyens, comment avec les débris du personnel politique des trois quinquennats précédents susciter l'engouement, libérer les énergies, débloquer une société vieillissante et sans avenir, changer le monde sinon en construisant une fiction confondante, une société composée d'individus non pas aliénés mais investis jusque dans leurs émotions les plus intimes...

Le secours de la littérature

L'idéalisme d'Emmanuel Macron est doublement déplacé : il consiste à vouloir réaliser l'image idéale et comme transfigurée d'une société néolibérale qui voudrait libérer l'individu et en faire l'auteur de son destin. Une nouvelle classe de start-uppers et de geeks chargés d'accoucher de nouveaux lendemains qui chantent au nom d'un mythe de l'autonomie individuelle.

Car ces individus chargés de bousculer et de transformer la société ne sont nullement libres mais au contraire dépendants de leur aptitude à séduire et à capter les fonds souverains et les investisseurs en capital risque.

Comment alors renforcer la fonction présidentielle sinon en lui injectant des anabolisants. Ces stéroïdes, Macron croit les avoir trouvés dans la littérature. Son prince est un prince augmenté dont le point fort est la littérature. Comment en effet devenir un héros sinon par des moyens littéraires ?

C'est le travail symbolique. Refonder la relation avec les Français par la littérature : il s'agit d'être le prisme français à travers lequel différentes histoires vont se reconnaître et se rencontrer. Ce prisme, c'est pour Macron la littérature.

Le prince que veut incarner ce Blair 2.0, c'est un président augmenté. Augmenté par quoi ? Par la littérature. « Macron, c'est Louis XIV plus Blaise Pascal réunis dans le même homme », est allé jusqu'à affirmer Christophe Barbier, éditorialiste politique à BFMTV !

L'idée de Macron est plus sérieuse : il s'agit de trouver une nouvelle articulation entre la politique et la littérature, redonner une nouvelle légitimité à la politique grâce à la littérature. Non pas soumettre la politique au risque de la littérature mais annexer les pouvoirs de la littérature au service de la politique. C'est beau comme l'antique. Et nombreux sont ceux qui se sont laissé prendre à un tel discours sans se demander ce qu'entend le président écrivain par politique et littérature. « Notre société a besoin de récits collectifs, de rêves, d'héroïsme, afin que certains ne trouvent pas l'absolu dans les fanatismes ou la pulsion de mort. » Emmanuel Macron « croit » en « la reconstruction d'un héroïsme politique... ».

Mais au nom de quelle conception de la littérature et de la politique ? Pour Emmanuel Macron, les choses sont simples. La politique, c'est le consensus, le théâtre des réconciliations. « Nous sommes un pays assez unique, confie-t-il au Point citant Braudel et Valéry, un pays de calcaire, de schiste et d'argile, de catholiques, de protestants, de juifs et de musulmans ; un pays qui n'a pas vraiment d'équivalent en Europe par ses contrastes. » Comment les intégrer et les réconcilier ? Par la littérature : la littérature, c'est le grand livre des récits éclatés. Chacun y a sa place, le riche et le pauvre, le chômeur et le start-upper, « ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien ». Pour Macron, la littérature est le fil qui permet de tisser le consensus au service de la Grande Nation. Son but, c'est de réconcilier les récits français, le Puy du Fou et la commune de Paris, Jeanne d'Arc et le FLN. Incapable de penser ni même d'apercevoir la conflictualité, il a de l'histoire une vision illustrée, une collection de vignettes qu'il s'agit d'assembler. Incapable de penser le tragique et l'irréconcilié, ce que Raymond Aron justement reprochait à Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître, le tragique de l'histoire et de la politique. Car la politique c'est le dissensus et la littérature, le parlement d'un peuple qui manque. De Rabelais à Genet en passant par Flaubert et Proust, le roman français est en guerre avec le roman national. Il n'y a aura jamais aucune centralité de la littérature.

Et puisque le président aime la littérature, conseillons-lui l'œuvre de l'écrivain polonais Witold Gombrowicz qui a connu dans la Pologne d'avant guerre la décomposition des formes de la vie politique aristocratique. Son œuvre abonde en formes agonisantes, dévorées de l'intérieur par l'« Immaturité », la « Jeunesse », l'« Infériorité », bref la grandeur déformée qui s'inverse en piterie. Emmanuel Macron est au fond victime de

ce paradoxe terminal qui affecte les formes politiques en décomposition : plus vous singez l'Autorité, plus vous serez infantilisé. Plus vous vous moulez dans la Forme, plus vous serez humilié par elle.

« Aucune pression historique, écrit Gombrowicz, ne saura tirer des paroles importantes d'un homme fixé dans l'immaturité » et qui « tend à couler en bronze sa propre immaturité, fixer son indécision, ériger son indétermination en oracle. » On ne saurait mieux dire.

mediapart.fr



III) Le chef d'état-major des armées dézingue la "régulation budgétaire sauvage" de Bercy

Par Vincent Lamigeon



Aux Universités de la défense de Toulon, François Lecointre a envoyé un bel Exocet à Bercy, soulignant les risques de déclassement des armées françaises. Le message est clair : malgré le traumatisme Villiers, le nouveau CEMA n'a pas l'intention de renoncer à sa liberté de parole.

Ceux qui attendaient un nouveau chef d'état-major des armées effacé, après le traumatisme de la démission du général Pierre de Villiers fin juillet, en seront pour leurs frais. Devant les 550 participants de l'Université de la défense, véritable aréopage du secteur militaire qui se réunit tous les ans début septembre, le nouveau chef d'état-major François Lecointre a montré mardi 4 septembre qu'il n'avait pas l'intention de renoncer à la liberté de parole de son prédécesseur. Interrogé sur ses attentes sur la future revue stratégique, qui doit fixer les objectifs des forces françaises pour les prochaines années, le CEMA a tenu à faire passer des messages clairs. "La réalité, c'est que l'urgence s'impose en matière de défense et de sécurité, a-t-il martelé. Le ministère des armées ne peut pas se dérober à cette urgence."

Premier message fort : le nouveau CEMA n'a aucune intention de renoncer à donner son avis sur les arbitrages financiers. " Le chef d'état-major des armées, parce qu'il porte les opérations du ministère, porte aussi, par fonction, des responsabilités en matière de cohérence générale, à la fois de la programmation et des engagements budgétaires", rappelle le général Lecointre, qui revendique un rôle majeur sur les investissements, la préparation du budget, les ressources humaines. Une façon de bien montrer que le poste de CEMA n'a rien perdu de ses prérogatives, malgré le psychodrame de juillet.

"Régulation budgétaire sauvage"

L'autre message clé est budgétaire. Certes, reconnaît François Lecointre, il faut aboutir à une meilleure sincérité du financement des opérations extérieures, qui doivent voir leur socle de financement augmenter. Mais le ministère des armées ne peut prendre seul à sa charge tous les coûts d'OPEX, par essence pas totalement prévisibles. "Le principe d'un collectif budgétaire qui prévoit une solidarité interministérielle sur l'engagement des armées est extrêmement important, estime le CEMA. Cela montre que ce ne sont pas les armées qui décident de leur engagement, mais que c'est bien l'engagement des armées de la France, voulu par le président de la République et le gouvernement, et qui est validé par le Parlement."

La mise à contribution des armées, qui financent cette année l'intégralité du surcoût des OPEX du fait des fameux 850 millions d'euros coupés par Bercy, doit donc rester une exception. "Le socle de financement doit être le plus sincère possible,

mais il serait extrêmement dangereux de dire que le ministère des armées, quoi qu'il arrive, prendra en charge l'intégralité des dépenses d'opérations extérieures", avertit François Lecointre. Un message destiné à l'Élysée et au Budget, suivi d'un second, bien plus violent, spécifiquement destiné à Bercy : "Il faut éviter la pire des choses, qu'on a déjà évoquée avec la ministre des armées et le président de la République : ces réflexes de régulation budgétaire sauvage qui viennent trop souvent, malheureusement, détruire le travail de cohérence des lois de programmation militaire et des lois de finances initiales." Une allusion aux "réserves de précaution", "gels", et autres "surgels" que Bercy impose chaque année aux armées. Outre les 850 millions coupés, le Budget gèle ainsi toujours 700 millions d'euros de crédits militaires sur l'exercice 2017.

Modèle d'armée menacé

Que réclame le nouveau chef d'état-major des armées ? Il juge impératif de préserver l'autonomie stratégique des forces françaises, avec un "modèle d'armée complet et équilibré", qui préserve à la fois la capacité d'entrer en premier sur les théâtres d'opérations, et l'autonomie de décision de la France. Or ce modèle est menacé, avertit le CEMA. Le fait que les armées soient sollicitées bien au-delà de ce que prévoyait leur contrat opérationnel fixé par le Livre blanc en 2013 (de l'ordre de 30%.) n'est pas viable sur le long terme. "Une armée est un gros paquebot , on ne reconstruit pas un appareil militaire en deux coups de cuillère à pot. Ça prend du temps, et ça se détruit bien plus vite que ça ne se construit." L'Europe de la défense, priorité majeure du président Macron, peut apporter un appui bienvenu. Mais pour la construire "il faut avoir une capacité d'entraînement, et donc être fort", souligne François Lecointre.

L'urgence est donc de "redonner de la marge aux armées", juge François Lecointre, les forces françaises étant au taquet. "Serions-nous capables aujourd'hui de nous engager dans l'opération Serval ? La question mérite d'être posée. Nous devons réfléchir, le président de la République est d'accord là-dessus, à une nécessaire modulation du niveau d'engagements, pour ne pas épuiser les forces et être capable de répondre en cas de crise majeure et imprévue." Le CEMA espère donc que la future revue stratégique pilotée par la ministre des armées Florence Parly redéfinira le contrat opérationnel des armées, c'est-à-dire la capacité maximale des forces françaises, en tenant compte de l'intensité des engagements actuels. Et de celle, difficilement prévisible, des opérations futures.

Lever le pied sur les OPEX ?

Mais ce contrat ne doit pas être considéré comme un engagement à tenir de façon permanente. "Le contrat opérationnel n'est pas fait pour être assuré à 100% tout le temps, rappelle François Lecointre. Il correspond à un effort maximum en cas de crise majeure, face à une menace qu'on aurait pas su prévoir." Surtout, il faut se garder de couper à nouveau les moyens financiers du ministère si ce seuil maximal n'est pas atteint en permanence, une tentation traditionnelle des gouvernements depuis 20 ans. Le chef d'état-major des armées préconise au contraire de "satisfaire un impératif de régénération" des armées françaises, fragilisées par le surengagement actuel et les réductions de capacités engagées par la loi de programmation militaire 2014-2019, avec "l'intention, peut-être incantatoire, d'y remédier dans la LPM suivante". En clair, il est grand temps de lever le pied sur les opérations, pour laisser l'armée respirer un peu. Vu le contexte international, sacré programme.

challenges.fr

IV) « Tous les rêves de conquête électorale d'En Marche sont entravés » selon Roger Karoutchi

Par Laure-Anne Elkabbach

Au micro de « Sénat 360 », Roger Karoutchi, le sénateur (LR) des Hauts-de-Seine, en campagne pour les sénatoriales de septembre, ne croit pas à « une conquête électorale d'En Marche », ni à une scission du groupe LR au Sénat consécutive à la création d'un éventuel groupe « Constructif ».

A moins de trois semaines des élections sénatoriales, le sénateur (LR) des Hauts-de-Seine, Roger Karoutchi, lui-même en campagne, estime que la colère des élus locaux, suite aux différentes annonces du gouvernement, va avoir

d'importantes conséquences sur les résultats de cette élection : « Tous les rêves de conquête électorale d'En Marche sont entravés. Je ne dis pas qu'ils sont définitivement morts mais c'est vrai que par rapport à l'élan qu'imaginait avoir En Marche à la fin du mois de juin, début septembre c'est plus compliqué. Baisse des dotations, réforme de la taxe d'habitation, contrats aidés, péréquation... tout est fait pour que l'alerte rouge dénoncée par François Baroin, soit une réalité. Et beaucoup d'élus locaux qui étaient peut être un peu intéressés, tentés par Macron, se disent : « il n'y a pas ce qu'il faut, donc c'est non » ».

« Je souhaite que le groupe reste uni »

Le sénateur des Hauts-de-Seine a ajouté qu'il ne « cro(yait) pas à une scission » du groupe LR, suite à la possible création d'un groupe « Constructif » au Sénat : « Moi, je souhaite que le groupe reste uni car si nous voulons être aux alentours de 150 sénateurs, le groupe le plus influent et le premier groupe, et celui qui marque de son empreinte les débats dans l'hémicycle, il faut rester unis ».



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU